

veut que la CSCE réalise son plein potentiel, il faudra absolument qu'elle puisse compter sur une direction politique permanente. Le Canada approuve la création d'un cadre de rencontres régulières entre chefs de gouvernement, ministres et fonctionnaires. Le Canada appuie aussi l'idée d'une assemblée parlementaire où des représentants élus de chacun des 34 pays pourraient se réunir et coopérer dans des domaines d'intérêt commun. Des parlementaires canadiens participeront d'ailleurs activement à la définition du mandat et des mécanismes de cette assemblée. La CSCE doit aussi, en association avec des organisations existantes, permettre à ses membres de coopérer dans le domaine de l'environnement, afin de contrer ces nouvelles menaces inédites à notre sécurité collective.

Nous sommes entrés dans un monde où les conventions de la souveraineté nationale nous enferment dans un cadre trop étroit lorsqu'il s'agit de résoudre des problèmes mondiaux et régionaux de plus en plus vastes, comme la dégradation de l'environnement, la dette, la drogue, la croissance démographique et les droits de la personne. Ce dont nous sommes témoins, contrairement à ce qui se dit dans certains milieux, ce n'est pas la fin de l'Histoire telle que nous la connaissons, mais plutôt la disparition des limites de la géographie, et le degré d'interdépendance que cela nous impose. L'intégration économique s'est accélérée à l'intérieur des régions -- en Asie, en Amérique du Nord et surtout ici en Europe -- ainsi qu'entre les régions. Il s'agit là d'une évolution positive qui, si elle est encadrée avec soin, peut favoriser la prospérité et servir la cause de la paix.

Mais cet effort d'intégration régionale comporte aussi un risque d'exclusion par inadvertance, le risque de faire apparaître un nouveau monde constitué de blocs économiques séparés par des barrières de protection. Il s'agit du genre de risque que personne n'a intérêt à négliger et que tout le monde a intérêt à contrer. Entre-temps, nous devons tenir compte du risque que les désaccords actuels sur les politiques agricoles mettent en péril 40 années de diplomatie économique et les règles mêmes du commerce international. Nous devons régler ce problème, pour le bien de nos propres économies et pour le bien de l'ordre international.

Les relations parmi les pays industrialisés affectent énormément l'ordre international. L'Histoire nous apprend que les Nations Unies ne fonctionnent pas bien lorsque nos relations sont paralysées. Et nous ne connaissons jamais une paix véritable si les nations du monde ne sont unies qu'en théorie. Nous devons donc renforcer la coopération régionale et créer les conditions nécessaires au succès de l'ONU, un objectif qui nous a trop souvent échappé par le passé à cause justement des tensions